



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral de l'environnement OFEV

Référence : BAFU-A-14643401/24

Numéro du dossier : BAFU-042.131-00-60429/1/4/2

Décision

du 22 janvier 2020

Concernant	Octroi de l'indemnisation des coûts imputables probables liés aux mesures d'assainissement prises en vertu de l'art. 34 de la loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie (LEne, RS 730.0), en relation avec l'art. 30, al. 2, de l'ordonnance du 1 ^{er} novembre 2017 sur l'énergie (OEne, RS 730.01)
Destinataire de la décision (requérant ou détenteur de l'installation hydroélectrique à assainir)	St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG Vadianstrasse 50 Postfach 2041 9001 St.Gallen (ci-après : le requérant)
Numéro de la décision	2027000000 (à mentionner impérativement dans la correspondance future, p. ex. demandes de paiements partiels ou finaux)
Demande du	XX. Monat 20XX
Nom de l'installation	Installation hydroélectrique (n° WASTA 000'000)
Mesure d'assainissement	Brève description (texte) du projet faisant l'objet de la demande
Type de mesure	Mesure de construction / d'exploitation / récurrente / autre (étude préliminaire, étude du projet, p. ex.)
Domaine de l'assainissement	Assainissement de la migration des poissons en vertu de l'art. 10, en relation avec l'art. 9, al. 1, de la loi fédérale du 21 juin 1991 sur la pêche (LFSP, RS 923.0) Assainissement du régime de charriage en vertu de l'art. 83a, en relation avec l'art. 43a, de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux, RS 814.20) Assainissement des éclusées en vertu de l'art. 83a, en relation avec l'art. 39a, de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux, RS 814.20)
Type de demande	Coûts totaux (étude du projet, réalisation de la mesure et contrôle de l'efficacité) / coûts de la phase d'étude / coûts de la réalisation de la mesure / coûts du contrôle de l'efficacité / frais supplémentaires

Kommentiert [PFM1]: Briefvorlage Direktion verwenden, wenn Brief von Direktionsmitglied unterschrieben werden muss (SCF oder CHM)

[Brief BAFU Direktion DE](#)

[Brief BAFU Direktion FR](#)

[Brief BAFU Direktion IT](#)

Unterschriftenregelung : Für sämtliche Verträge gilt die Doppelunterschrift. Neben dem/r ProjektleiterIn (2. Unterschrift) gelten folgende Kompetenzgrenzen (1. Unterschrift) anlog der Regelung bei Verträgen :

- a) **Abteilungsleiter/in** bis max. **CHF 100'000**
- b) Mitglied der Direktion (**VizedirektorIn**) bis max. **CHF 229'999**
- c) Direktor **ab CHF 230'000 (ab WTO-Schwelle)**

Kommentiert [BMA2]: Farbcode:

- **Textbausteine SanF-spezifisch**
- **Textbausteine SanG-spezifisch**
- **Textbausteine SanS-spezifisch**

Textbausteine spezifisch für konkretes Gesuch / Sanierungsmassnahme

Kommentiert [PMB3]: wenn Unterlieger betroffen (zB wenn Kraftwerk flussab durch Massnahmen ebenfalls Erlöseinbussen hat) ist dieser von Amtes wegen als Nebenpartei in das Verfahren einbezogen werden => in der Verfügung neben dem Hauptadressat aufzuführen mit dem Zusatz „Beigeladene“

Den Beigeladenen ist die Verfügung sowohl zum rechtlichen Gehör wie auch zur Eröffnung der Zusicherungsverfügung gleichzeitig wie dem Hauptadressat zuzustellen



BAFU-A-14643401/24

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV)

I. constate :

Décrire la situation (en particulier les atteintes graves), en ce qui concerne la concession, le site et le cours d'eau concerné ainsi que l'installation à assainir.

Le projet d'assainissement prévoit comme mesure de protection des biotopes de la faune aquatique / d'élimination de l'atteinte grave / d'élimination de l'atteinte grave dans le domaine de l'assainissement de la migration des poissons / l'assainissement du régime de charriage / l'assainissement des éclusées [brève description de la mesure].

Le ..., l'OFEV a pris position sur le projet dans le cadre de la consultation visée à l'art. 42c, al. 3, de l'ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux, RS 814.201) / l'art. 41g, al. 2, de l'ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux, RS 814.201) / l'art. 9c, al. 2, de l'ordonnance du 24 novembre 1993 relative à la loi fédérale sur la pêche (OLFP, RS 923.01).

[Le canton CT / L'Office fédéral de l'énergie (OFEN)] s'est prononcé sur le projet d'assainissement par décision du Les autorisations requises en vertu de l'annexe 3, ch. 1.1, let. h, OEne existent.

Le ..., le requérant a adressé sa demande de remboursement des coûts imputables [au canton CT / à l'OFEN].

Le ..., [le canton CT / l'OFEN] a transmis la demande, assortie de son avis, à l'OFEV.

En vertu de l'art. 30 OEne, l'OFEV examine la demande, coordonne son évaluation avec l'autorité cantonale et, après audition du requérant, accorde l'indemnisation au détenteur de l'installation hydroélectrique et en fixe le montant probable.

II. considère :

1 Bases légales

Selon l'art. 34 LEne, le coût total des mesures prises en vertu de l'art. 10 LFSP / l'art. 83a LEaux / l'art. 83a LEaux est remboursé au détenteur d'une installation hydroélectrique existante.

L'art. 10, en relation avec l'art. 9, al. 1, LFSP exige que des mesures visant à protéger les biotopes de la faune aquatique soient prises, en particulier pour assurer la libre migration des poissons.

L'art. 83a LEaux oblige les détenteurs de centrales hydroélectriques existantes à prendre d'ici à fin 2030 les mesures de construction requises par l'art. 39a LEaux afin de remédier aux atteintes graves que des éclusées portent à la faune et à la flore indigènes et à leurs biotopes. À la demande du détenteur, des mesures d'exploitation peuvent être prises en lieu et place de travaux de construction. Ces mesures sont définies en fonction de la gravité de l'atteinte, du potentiel écologique du cours d'eau, de la proportionnalité des coûts, de la protection contre les crues et des objectifs de politique énergétique en matière de promotion des énergies renouvelables. Elles doivent en outre être coordonnées entre elles et avec d'autres mesures dans le bassin versant du cours d'eau concerné.

L'art. 83a LEaux oblige les détenteurs de centrales hydroélectriques existantes à prendre d'ici à fin 2030 les mesures requises par l'art. 43a LEaux afin de remédier aux atteintes graves qu'une modification du régime de charriage porte à la faune et à la flore indigènes et à leurs biotopes, au régime des eaux souterraines et à la protection contre les crues. Ces mesures sont définies en fonction de la gravité de l'atteinte, du potentiel écologique du cours d'eau, de la proportionnalité des coûts, de la protection contre les crues et des objectifs de politique énergétique en matière de promotion des énergies renouvelables. Elles doivent en outre être coordonnées entre elles et avec d'autres mesures dans le bassin versant du cours d'eau concerné.

Die Entschädigung von Erlöseinbussen wegen Energieminderproduktion oder zeitlicher Verschiebungen der Energieproduktion infolge betrieblicher Auswirkungen der Sanierungsmassnahmen richtet sich nach der Verordnung des UVEK über die Berechnung der anrechenbaren Kosten von betrieblichen Sanierungsmassnahmen bei Wasserkraftwerken vom 11. März 2016 (VKSWk, SR 730.014.1). Art. 3 und Art. 4 VKSWk legen die Berechnungsmodalitäten fest.

Kommentiert [PMB4]: Wenn der Kraftwerksinhaber anlässlich rechtlichen Gehör mit unserem Entscheid nicht einverstanden ist:

Aufführen wann rechtl. Gehör gewährt, wann das KW seine Stellungnahme dazu geschickt hat und inhaltlich auf die Einwände des KW eingehen und begründen warum wir bei unserem Entscheid bleiben resp. ob und wie wir unseren Entscheid angepasst haben!

Kommentiert [PMUB5]: Bei Ablehnung Gesuch durch BAFU und Kanton muss der Betreiber mit eingeschriebenem Brief angehört werden (nicht mit Mail). Ist gem. WES wichtig, wenn es später zum Gerichtsfall wird....

Kommentiert [PFM6]: Der Inhalt und Aufbau von II entspricht in weiteren Teilen was wir bislang im Antrag BAFU an Swissgrid geschrieben haben => vgl. dazu die „alten“ Vorlagen [YYMMDD SanF Massnahmen Artikel 10 BGF - Antrag Swissgrid über Gewährung und voraussichtliche Höhe Entschädigung - Vorlage D](#) [YYMMDD SanS/SanG Massnahmen Artikel 83a GSchG - Antrag Swissgrid über Gewährung und voraussichtliche Höhe Entschädigung - Vorlage D](#)

Der Grund, dass wir das so machen ist die Nachvollziehbarkeit für die Entscheide (d.h. das was wir unter III tatsächlich verfügen.

Kommentiert [PMUB7]: Nur wenn im Gesuch Erlöseinbussen vorkommen. Sonst irrelevant und löschen.

La demande de remboursement doit être adressée au canton (art. 28, al. 1, OEné). Le requérant ne peut mettre en chantier les mesures d'assainissement ou préparer des acquisitions d'une certaine importance que lorsque l'indemnisation du montant probable selon l'art. 30, al. 2, OEné est accordée ou que l'OFEV l'a autorisée à commencer les travaux de manière anticipée (art. 26 de la loi du 5 octobre 1990 sur les subventions [LSu, RS 616.1]).

Selon l'art. 27 LSu, des modifications importantes ou génératrices de frais supplémentaires ne peuvent être apportées aux projets qu'avec l'accord préalable de l'OFEV. Le requérant communique les modifications prévues à l'autorité cantonale, qui transmet cette annonce, assortie de son avis, à l'OFEV. L'octroi ou l'adaptation des autorisations cantonales (notamment des permis de construire) découlant de ces modifications relève de l'autorité cantonale.

L'annexe 3, ch. 3, OEné contient une liste non exhaustive des coûts imputables et non imputables. Ne sont imputables que les coûts effectifs et directement nécessaires à l'exécution économique et adéquate des mesures en vertu de l'art. 10, en relation avec l'art. 9, al. 1, LFSP / l'art. 83a, en relation avec l'art. 39a, LEaux / l'art. 83a, en relation avec l'art. 43a, LEaux.

2 Exigences pour la demande

La demande doit contenir toutes les indications nécessaires pour évaluer le respect des exigences découlant de l'art. 10 LFSP / l'art. 39a LEaux / l'art. 43a LEaux ou le caractère économique des mesures. Sont notamment obligatoires les indications prévues par l'art. 28, al. 3, en relation avec l'annexe 3, ch. 1, OEné.

Bei Gesuchen, welche die Entschädigung von Erlöseinbussen beinhalten, sind die Anforderungen an das Gesuch in Art. 5 Abs.1 VKSWk geregelt.

3 Évaluation

3.1 Exhaustivité de la demande

Indiquer si la demande satisfait toutes les exigences requises.

3.2 Exigences selon l'art. 10 LFSP / l'art. 83a LEaux / l'art. 83a LEaux

- Spécifier s'il s'agit d'une installation hydroélectrique existante im Sinne von Art. 83a GSchG et si celle-ci fait l'objet d'un agrandissement ou d'une rénovation.
- Évaluer si les mesures d'assainissement satisfont les exigences prévues à l'art. 9, al. 1, LFSP, en particulier si elles sont nécessaires et à quel point elles amélioreront l'état initial, si elles paraissent proportionnées compte tenu des conditions naturelles et, le cas échéant, d'autres intérêts, si elles sont conformes à l'état de la technique, etc.
- Évaluer si les mesures d'assainissement satisfont les exigences prévues à l'art. 39a LEaux / l'art. 43a LEaux, en particulier si elles sont nécessaires et à quel point elles amélioreront l'état initial, si elles paraissent proportionnées, si les critères de l'art. 39a, al. 2, LEaux / l'art. 43a, al. 2, LEaux ont été appliqués de manière plausible.
- Déterminer si les mesures ont été coordonnées dans le bassin versant.

3.3 Anforderungen nach Art. 5 Abs. 1 VKSWk

Beurteilen ob das Gesuch um Entschädigung der Erlöseinbussen den Anforderungen der Departementsverordnung VKSWk genügt.

3.4 Caractère économique des mesures

Évaluer si les mesures sont économiques. Material welches lediglich über eine begrenzte Zeitspanne verwendet wird, z.B. VAKI-Counter für Wirkungskontrollen werden nicht zum Kaufpreis entschädigt. Es können lediglich die Mietkosten des Materials für die Einsatzdauer entschädigt werden. Alternativ dazu ist das Material wiederzuverwenden oder weiterzuverkaufen.

Kommentiert [PMUB8]: Nur wenn im Gesuch Erlöseinbussen vorkommen.
Sonst irrelevant und löschen

Kommentiert [PMUB9]: Nur wenn im Gesuch Erlöseinbussen vorkommen.
Sonst irrelevant und löschen

Die Leistungen für die ökologische Sanierung der Wasserkraft unterliegen dem öffentlichen Beschaffungsrecht. Die Gesuchstellerin sorgt dafür, dass für die kommenden Schritte im Rahmen der dem öffentlichen Beschaffungsrecht entsprechenden Vergabeverfahren die Arbeiten an die wirtschaftlich günstigsten Unternehmen vergeben werden. Für das Auszahlungsgesuch ist das Vergabeverfahren zum Nachweis der Wirtschaftlichkeit angemessen zu dokumentieren.

3.5 Début et fin des travaux de mise en œuvre

Indiquer si la demande a été déposée avant le début des travaux. Le requérant ne peut mettre en chantier les mesures d'assainissement ou préparer des acquisitions d'une certaine importance que lorsque l'indemnisation du montant probable est accordée ou que l'OFEV l'a autorisée à commencer les travaux de manière anticipée.

Indiquer la date prévue pour la mise en chantier. Les mesures doivent être réalisées dans les 5 ans après le début des travaux. **Indiquer la date prévue pour l'achèvement des travaux de mise en œuvre.**

Le début des travaux et d'éventuels retards doivent être annoncés sans délai **au service compétent du canton CT** et à l'OFEV.

3.6 Coûts imputables probables des mesures

Parmi les coûts présentés, déterminer ceux qui sont effectivement imputables conformément aux critères de l'annexe 3, ch. 3, OEne et qui pourront donc probablement être indemnisés.

Pour les différents types de coûts, l'évaluation des coûts imputables probables **donne le résultat suivant**:

- pour l'étude du projet d'assainissement : [xy] CHF, TVA comprise/non comprise
- pour des investissements uniques destinés à la réalisation de la mesure : [xy] CHF, TVA comprise
- pour les pertes de gain engendrées pendant la phase de construction : [xy] CHF, TVA non comprise
- pour les pertes de gain annuelles liées aux mesures ayant des effets sur l'exploitation : [xy] CHF, TVA non comprise pendant 40 ans à partir du début des travaux de mise en œuvre
- pour des mesures récurrentes : (indiquer les coûts par réalisation de la mesure récurrente – déversement de gravier, p. ex. – ainsi que le rythme et le nombre de fois en 40 ans – tous les deux ans => 20 fois en 40 ans, p. ex.) [xy] CHF, TVA comprise pendant 40 ans à partir du début des travaux de mise en œuvre
- pour le contrôle de l'efficacité : [xy] CHF, TVA comprise

Les coûts imputables probables s'élèvent donc à [xy] CHF, TVA comprise.

Si des paiements partiels sont prévus, le préciser également, en prouvant qu'il s'agit de mesures onéreuses de parties de mesure réalisées, au sens de l'art. 35, al. 1, OEne, et donc que la condition pour des paiements partiels est remplie.

Il est prévu que les coûts soient échelonnés comme suit :

Exemple : cas d'une mesure de construction qui sera réalisée de 2018 à 2020 et pour laquelle une demande de paiements partiels a été déposée.

Coûts imputables probables [CHF, TVA comprise]

2018	2019	2020	2021	2023
250 000	743 000	553 000	178 000 (paiement final)	47 000 (suivi)
	(paiement partiel de 400 000 au 30.6 et de			

Kommentiert [PFM10]: als Synthese der Beurteilung eine Darstellung der anrechenbaren Kosten nach folgender Struktur (Aufstellung nach Kostenarten)

Kommentiert [PMUB11]: Wenn Investitionssumme > 5 / 10 Millionen: im Abschnitt III. 4. eine Auflage ergänzen, dass ein laufendes Kostenreporting zu erfolgen hat,

Unsere Erwartungen an das laufende Kostencontrolling ist eine ¼-jährliche Berichterstattung zu folgenden Elementen:

- Status Projektfortschritt
- die aufgelaufenen Kosten / - aktuelle Kostenentwicklung (IST)
- Vergleich mit geplanten/zugesicherten Kosten (SOLL)
- Meldung von aufgetretenen Mehrkosten
- Meldung von weiteren absehbaren/voraussichtlichen Mehrkosten inkl. Risikobeurteilung (-> Genehmigung)
- Endkostenprognose
- Meldung von Projektänderungen/anpassungen (-> Genehmigung)

Meldung zum weiteren Zeitplan

Wenn > 20 Mio, dann soll dieses Reporting durch eine externe Instanz (d.h. nicht das Kraftwerk selbst) erfolgen, wenn < 20 Mio, dann kann das Reporting durch KW selbst erfolgen

Kommentiert [PFM12]: In der ganzen Tabelle jeweils prüfen und angeben ob MWST anrechenbar oder nicht

Kommentiert [PMUB13]: Wird bei einem KW eine wiederkehrende Sanierungsmassnahme durchgeführt, wird 40 Jahre lang entschädigt (Bsp. Erlöseinbussen infolge Dotation FAH); nun kann es sein, dass das Konzessionsende in diese 40 Jahre fällt; Dann ist es offen, was bei Konzessionserneuerung passiert, z.B. wird es in einigen Fällen so sein, dass infolge Heimfall der Konzessionär wechselt => bei solchen Fällen müssen wir diesem Umstand bei den Zusicherungsverfügungen Rechnung tragen

Kommentiert [PFM14]: Hier die Gesamtsumme über 40 Jahre angeben

Kommentiert [PFM15]: In Tabellenform die voraussichtlich anrechenbaren Kosten auf der „Zeitachse“ (d.h. Betrag und Jahr) angeben.

Diese Angaben (Betrag und Datum) der KOSTEN brauchen wir für unsere Liquiditätsplanung ;

Im Teil iii (die eigentliche Verfügung) geben wir nur die Beträge an, aber nicht die Jahresangaben, weil es sehr oft zu Abweichungen beim Datum der effektiven Rechnungsstellung im Vergleich zur geplanten Rechnungsstellung kommt => wir können

Für die Liquiditätsplanung benötigen wir aber einen „beste Schätzung“, wann die KOSTEN anfallen => deswegen im Abschnitt ii Betrag und Datum

Kommentiert [PFM16]: Falls für einzelne Jahre zwei Teilzahlungen pro Jahr beantragt werden – was möglich ist – soll das in der Tabelle angegeben werden.

		343 000 au 30.11)							
Exemple : cas d'une mesure d'exploitation occasionnant chaque année des coûts probables de 45 000 à partir de 2018, plus des coûts d'étude uniques de 100 000 au début et des coûts de suivi en 2020 et en 2021 de 30 000 par année.									
Coûts imputables probables [CHF, TVA comprise]									
2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	...		2018+40
145 000	45 000	75 000	75 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000

3.7 Montant définitif de l'indemnisation

Le montant définitif de l'indemnisation est fixé une fois remise la liste des coûts après réalisation des mesures ou d'une partie des mesures.

Les coûts imputables sont définis conformément à l'annexe 3, ch. 3, OEnE. Une fois que l'autorité cantonale et l'OFEV ont examiné les coûts, l'OFEV notifie le montant définitif de l'indemnisation au requérant (art. 32, al. 5, OEnE).

Erlöseinbussen

3.8 Versement

L'indemnisation est financée par le supplément sur les coûts de transport des réseaux à haute tension (art. 35 LEnE) et prélevée sur le fonds prévu à l'art. 37 LEnE.

Lorsque les demandes déposées dépassent les ressources disponibles, l'OFEV établit un plan de versements (art. 31, al. 1, OEnE). L'ordre des versements est déterminé par la date du dépôt de la demande complète auprès de l'autorité cantonale (art. 31, al. 2, OEnE). Si les ressources disponibles se révèlent insuffisantes après réalisation des mesures, le versement des indemnités est remis à une date ultérieure.

3.9 Autres exigences

La décision d'indemnisation ne s'applique que si le requérant détient toutes les autorisations requises et remplit les conditions.

3.10 Obligation de restituer

Une restitution des indemnités ou une révocation de la décision au sens des art. 28 à 30 LSu sont réservées (art. 32, al. 6, OEnE).

III. décide après audition du requérant :

1. Vu l'art. 34 LEnE, les coûts imputables des mesures prises à l'installation hydroélectrique xy, d'un montant probable de 000 000 CHF (TVA comprise), doivent être remboursés au requérant.
2. Le montant définitif de l'indemnisation est fixé une fois remise la liste des coûts après réalisation des mesures / d'une partie des mesures.
3. Le requérant peut après réalisation d'une partie des mesures remettre la liste des coûts déjà occasionnés et solliciter un versement. Les paiements partiels suivants sont prévus :
 - 000 000 CHF, TVA comprise, après la 1^{re} étape
 - 000 000 CHF, TVA comprise, après la 2^e étape
 - ...
4. Entschädigung der jährlichen Erlöseinbussen
5. Charges et conditions :

Kommentiert [PMUB17]: Kommen jährliche Erlöseinbussen in der Betriebsphase vor, dann hier noch einen Passus hinein, wie die def. Erlöseinbussen jährlich im Nachhinein gemäss VKSWK ermittelt werden

Kommentiert [PMUB18]: Konkretes Beispiel für eine Zusage von jährlichen Erlöseinbussen:
[Verfügung Zusage Entschädigung SanWK nach Art. 30 Abs. 2 EnV KW Obermatt BL005 SanF.docx](#)

Kommentiert [PMUB19]: Kommen jährliche Erlöseinbussen vor, dann fehlt noch ein Passus der die Entschädigung der Erlöseinbussen regelt: die Parameter des Berechnungsmodelle, die jährlichen Zahlungsmodalitäten (alle 5 Jahre) etc.

Kommentiert [PMUB20]: Nicht mehr als 2 pro Jahr und kumuliert nie mehr als 80% der Gesamtsumme

Kommentiert [PFM21]: Nur falls um Teilzahlungen angesucht wurde und BAFU-Beurteilung ok

Kommentiert [PFM22]: Im Beschlussdispo keine fixen „Zeitstempel“

Kommentiert [PMUB23]: Falls solche vorkommen, sonst streichen.
«Gutes Beispiel für so einen Fall in [Scan Auszahlungsverfügung EBL.pdf](#)
Unter III / 4.

- a. Les mesures doivent être mises en chantier au plus tard dans les 5 ans qui suivent la notification de la présente décision. Les mesures de construction doivent être réalisées dans les 5 ans après le début des travaux. Un délai supplémentaire peut être imparti si la situation le justifie et que le requérant en fait la demande par écrit.
- b. Le requérant annonce sans délai la date du début des travaux et les éventuels retards pendant la mise en œuvre **au service compétent du canton CT** et à l'OFEV.
- c. Les modifications importantes ou génératrices de frais supplémentaires ne peuvent être apportées au projet qu'avec l'accord préalable de l'OFEV. Le requérant communique les modifications prévues ou les frais supplémentaires prévisibles **au service compétent du canton CT**, qui transmet cette annonce, assortie de son avis, à l'OFEV.
- d. Afin que la Confédération puisse examiner les résultats des mesures d'assainissement et informer le public (art. 50 LEaux), les données relevées dans le cadre du suivi doivent être mises à disposition de l'OFEV pendant 10 ans si celui-ci en fait la demande.
- e. **Auf Verlangen des BAFU macht die Gesuchstellerin die durch die entschädigten Leistungen erhobenen Daten, erstellten Modelle, weitere Grundlagen und Berichte dem BAFU zugänglich. Soweit keine Betriebsgeheimnisse berührt sind, dürfen sie weitergegeben werden.**

Kommentiert [PMUB24]: Prüfen, ob bei Gesuchen für Projektierungen ein solcher Passus sinnvoll ist

Wissenschaftlicher Mitarbeiter

Numéro du dossier : BAFU-042.131-00-60429/1/4/2

Voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif fédéral, case postale, CH-9023 St-Gall, dans les trente jours dès la notification de la décision. Le délai commence à courir le jour suivant la notification de la décision.

Le mémoire de recours doit être envoyé en deux exemplaires, indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve. Il portera la signature du recourant ou de son mandataire. La décision attaquée et les pièces invoquées comme moyens de preuve seront jointes au recours, pour autant que le recourant les détienne.

À notifier par lettre recommandée

- St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG, Vadianstrasse 50, Postfach 2041, 9001 St.Gallen

Copie pour information :

- Autorité cantonale compétente, adresse, NPA lieu
- Office fédéral de l'énergie (OFEN), section Force hydraulique, 3003 Berne (seulement usines hydroélectriques frontières ou > 10 MW)
- Autorité du pays voisin pour les usines hydroélectriques frontières
- OFEV interne : personnes concernées (responsables du dossier, responsables cantonaux, responsables du domaine, ANK pour projets d'assainissement de la migration piscicole)

Kommentiert [PFM25]: Nicht an EY, MUS, SCF, CHM)

Rechnungsstellung

Über die verfügte Teilzahlung kann, nachdem die Rechtsmittelfrist von 30 Tagen unbenutzt abgelaufen ist, mit einem Einzahlungsschein Rechnung gestellt werden. Die Rechnung ist dabei unbedingt gemäss nachstehenden Vorgaben zu adressieren:

Bundesamt für Energie BFE
Netzzuschlagsfonds NZF
c/o Dienstleistungszentrum FI EFD
3003 Bern.

Dabei hat jede Rechnung folgende Angaben zu enthalten:

- A) Nummer der Zusicherungsverfügung: xxxxxxxx
- B) Netzzuschlagsfonds
- C) BAFU, Abteilung AÖL, Martin Huber Gysi

Rechtsmittelbelehrung

Gegen diese Verfügung kann beim Bundesverwaltungsgericht, Postfach, CH-9023 St.Gallen, Beschwerde erhoben werden. Die Beschwerde ist innerhalb von 30 Tagen nach Eröffnung der Verfügung einzureichen; Die Frist beginnt am Tag nach der Eröffnung der Verfügung zu laufen.

Die Beschwerdeschrift ist im Doppel einzureichen. Sie hat die Begehren, deren Begründung mit Angabe der Beweismittel und die Unterschrift der Beschwerdeführerin bzw. des Beschwerdeführers oder seiner Vertreterin bzw. seines Vertreters zu enthalten. Die angefochtene Verfügung und die als Beweismittel angerufenen Urkunden sind der Beschwerde beizulegen, soweit der Beschwerdeführer bzw. die Beschwerdeführerin sie in Händen hält.

Zu eröffnen mit Einschreiben:

St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG, Vadianstrasse 50, Postfach 2041, 9001 St.Gallen

Kommentiert [BMA26]: falls auch weitere Unterlieger betroffen, dann diesen „Beigeladenen“ (siehe erste Seite bei Adressat der Verfügung) gleichzeitig wie dem Hauptadressat zustellen

Copie à :

Zuständige kantonale Behörde, Adresse, 0000 Ort
Bundesamt für Energie (BFE), Sektion Wasserkraft, 3003 Bern (nur Grenzkraftwerke oder > 10 MW)
Bei Grenzkraftwerken an zuständige ausländische Behörde
Intern: Betroffene (Sachbearbeiter, Kantonsverantwortliche, Fachbereichsverantwortliche, ANK im Fall von SanF-Projekten, falls externes Büro involviert an Johannes Abegg von Flussbau)

Kommentiert [PFM27]: Nicht an EY, MUS, SCF, CHM)